



Décision n° 2018-277

autorisant le prélèvement d'échantillons minéraux
en dérogation aux règles de protection du milieu naturel
en vigueur dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,

VU l'arrêté du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, et notamment son article 3,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 2 et 31 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 03 mai 2018 par Monsieur MALET Emmanuel, chercheur au laboratoire EDYTEM de l'Université de Haute-Savoie, ainsi que les compléments d'information transmis le 10 juillet 2018,

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

Décide

Article 1 :

Les bénéficiaires nommés à l'article 3 sont autorisés aux conditions définies dans les articles suivants, à prélever, détenir, transporter et le cas échéant, emporter en dehors du cœur de Parc national, des échantillons de sols et de sédiments lacustres.

Ces prélèvements sont effectués dans le cadre d'une étude visant à évaluer la stabilité à long terme des espèces réduites de l'uranium dans des environnements lacustres qui en sont naturellement riches, afin de contribuer à une meilleure compréhension de la dynamique des radionucléides dans les milieux naturels.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la période du 17 au 20 septembre 2018, sur le lac Nègre (commune de Valdeblore, 06).

En cas d'intempéries ou d'impossibilité majeure, le report de l'opération est autorisé sous réserve d'informer préalablement le service territorialement concerné du Parc national concerné, 24h à l'avance, par courrier électronique.

Contacts :

service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15

chef du S.T – LOUVET Sébastien (sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - PARDI Jean-Luc (jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

La présente autorisation est accordée au bénéfice des personnes suivantes :

- Pascale BLANCHART (IRSN);
- Olivier DIEZ (IRSN);
- Pierre LEFEBVRE (Sorbonne Université/ENS);
- Pierre LE PAPE (CNRS);
- Emmanuel MALET (EDYTEM);
- Arnaud MANGERET (IRSN);
- Guillaume MORIN (CNRS) ;
- Jean-Louis REYSS (EDYTEM);
- Pierre SABATIER (EDYTEM);
- Mathilde ZEBRACKI (IRSN);

Article 4 :

4.1. Les échantillons autorisés à la collecte durant la campagne scientifique sont les suivants:

- 5 carottes de sédiments lacustres de 63mm de diamètre et 1,5m de longueur ;
- 20 prélèvements de sols du bassin versant aux dimensions maximales d'un sachet de 10x20cm.

4.2. Les prélèvements de sols seront réalisés en veillant à ne pas impacter quelconque station d'espèce végétale protégée au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement. Les bénéficiaires sont tenus de s'assurer de cette prescription par leurs propres moyens.

Article 5 :

Les matériels ou les techniques autorisés pour le prélèvement des échantillons est le suivant :

5.1. Pour les sédiments : utilisation d'un carottier, monté sur une embarcation nautique non motorisée.

5.2. Pour les sols, prélèvements réalisés exclusivement manuellement à l'aide d'un outil de type « minipelle de jardin ».

Article 6 :

6.1. La présente décision vaut autorisation de circuler et de stationner à bord d'un véhicule nautique sur le lac Nègre, à condition que celui-ci ne soit pas motorisé.

6.2. L'acheminement du véhicule nautique et des matériels nécessaires à cette étude par hélicoptage n'est pas autorisé.

6.3. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et le cas échéant, de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur de Parc national.

Les éventuelles autorisations nécessaires notamment à l'acheminement des matériels devront faire l'objet d'une demande ultérieure au minimum 8 jours à l'avance auprès du service territorial concerné – cf. article 2, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 7 :

Dans un délai maximal d'un an à échéance de la présente, les bénéficiaires sont tenus de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, un rapport relatant les objectifs, la méthodologie, la description précise des matériaux prélevés et leur localisation ainsi que les résultats de leurs recherches.

Article 8 :

Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

Une version numérique de ces publications devront être transmises au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 9 :

Les bénéficiaires devront obligatoirement se présenter au service territorial concerné – cf. contacts à l'article 2 - avant d'engager toute opération et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront leur être données dans le cadre de la présente décision.

Ces sujétions sont à la charge des bénéficiaires.

Article 10 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de la présente autorisation.

La présente autorisation ne vaut pas dérogation à la réglementation sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement et ne dispense pas de solliciter auprès de l'autorité compétente les autorisations correspondant à cette réglementation.

De même, elle n'exonère pas les bénéficiaires de solliciter toutes les autres autorisations requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Article 11 :

Les bénéficiaires devront observer un comportement discret et éviter de mener ses activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes le sollicitant en ce sens, ils devront expliquer l'objectif de leurs activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour.

Article 12 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

A la demande de ces derniers, les bénéficiaires sont tenus de soumettre les prélèvements éventuels à leur contrôle.

Article 13 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 14 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 16 juillet 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER